

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE SYNDICAL
SEANCE DU 3 OCTOBRE 2019

Ordre du jour :

- ⇒ Point n°1 : Approbation du Procès-Verbal du Comité Syndical du 18 juin 2019
- ⇒ Point n°2 : Schéma de collecte et de fiscalité
- ⇒ Point n°3 : Gouvernance - Modification des statuts
- ⇒ Point n°4 : Indemnités allouées au comptable public pour la période du 01/04/2019 au 31/12/2019
- ⇒ Point n°5 : Décision modificative n°3

Questions Diverses

L'an deux mil dix-neuf, le trois octobre à 18 heures, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la Salle polyvalente de MASSUGAS, sous la présidence de M. Sylvain MARTY.

Date de la convocation : 25 septembre 2019

Délégués en exercice : 118

Délégués présents : 92

Pouvoirs : 0

Le quorum étant atteint, le Comité Syndical peut délibérer valablement.

Secrétaire de séance : Mme Isabelle Zamparo

Présents : Bernis Huald, Directeur Général des Services, PETYT Juliette, Responsable du service administratif

Monsieur MARTY ouvre la séance à 18h10

Présents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BARBE Isabelle, JAUTARD Gilles, DUCASSE Jacky, DE RONNE Orande, LAFINEUSE Rémi, ROBERTS Amanda, BEYRIE Yves, REMAUT Alain, MARTY Bruno, DESPUJOL Michel, BOURGOGNE Véronique, GAY Gérard, MASCOTTO Jean-Louis, LABARBE Marie, LALAGUE Joëlle, ESPAGNET Didier, ARTERO Hervé, ARMELLIN Robert, BOUILLAC Gilles, MALLANDIT-SALLAUD Christian, CASTAGNET Bernard / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** BIGOT Patrick, GUIMBERTEAU Yannick, DUBOUDIN Dominique, DUVAL Pierre, LAURET Bernard / **Communauté de communes de l'Entre Deux Mers :** BENEY Régis, FOUILHAC Christiane, MARNIESSE Denis, BERNEDE Jean-Claude, PRA Jean-Marc, HATRON Valérie, MACIAS Chantal, YON François, ACENA Xavier, VIAUD Jean-Marie, BOUDIGUE René, AUBERT Daniel, BOTTEGA Joseph, CHAUMEL Yannick, BOUSCARY Emile, CHARENTON Michel, PEYRE Francis, BLANCHEREAU Claude, LIOTEAU Mady, DUBOS Jean-Claude, SOUHAIT Michel, BRIS Daniel, LABORDE Thierry / **Communauté de communes de Montaigne Montravel :** TONNEAUT Philippe, MARTY Sylvain, LAGORCE Josette, LEGOUTIERES Alain, REY Jean-Louis, GALLOT Christian / **Communauté de communes de Castillon-Pujols :** TRAVANUT Jean-Paul, DUCOUSSO Jean-Claude, DUVIGNEAU- LOBRE Didier, GEROMIN Michel, BOURDIER Christian, BLANC Bernard, PAULETTO Patrice, DUVERGE Bernard, LAVIGNAC Marie-Claude, ZAMPARO Isabelle, DELGUEL Jean-Claude, DUDON Bernard, REBILLOUT Christian, NEUVILLE Alain, DELONGEAS Jean-Claude, GRANEREAU Patrick, POIVERT Liliane, THIBEAU Daniel, DESARD Michel, CESAR Gérard / **Communauté de communes du Pays Foyen :** BOULEAU Jacques, BELLECULEE David, DARRIEUTORT Serge, LAVOIR Denis, CONORD Diana, CAMBECEDES Jacques, LACHAIZE Yolande, POUPIN Annie, LA SALMONIE Jacques, DESROZIER Marie-Hélène, SERVANT Jacques, NAUDON Jean-Pierre, VACHER Jean-Claude, ROMERO Patrice, LETELLIER Maurice, ULMANN David, COQUET Didier.

Absents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : LABADIE Christophe, TRENTIN Jean-Claude, DEHEAULME Isabelle, VILETTE Roger, NICOLLE Daniel, CARNELOS Christophe / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** FENELON Daniel / **Communauté de communes de l'Entre Deux Mers :** MIGAUD François, LANGEL Christophe, RAYNE Yves, GASNAULT Jean-Pierre, DUPRAT Jean-Luc, GOMEZ Natacha, SALAGNAC Pascal, SAUTS Laurent /

Communauté de communes de Montaigne Montravel : LACOSTE Robert, LAPERROUSAZ Patrick / **Communauté de communes de Castillon Pujols** : ZECCHINI Alphonse, LASSUS Philippe, LEPETIT Nathalie, GAUTHIER Pierre, DUMARTIN William / **Communauté de communes du Pays Foyen** : BASSET Jean-Michel, REBEYROLLE Jean-Jacques, BOURDIL Jean-Michel, HOSPITAL Patrick.

Information :

Sylvain Marty, Président de l'USTOM, fait un point sur l'incendie au centre de transfert de Massugas, site récemment inauguré. Le feu s'est déclaré sur les stock de déchets de bois encombrants et en particulier les déchets verts, il n'a pas touché les bâtiments. Les compagnies de pompiers sont intervenues, le feu a brûlé une dizaine de jours, il est actuellement éteint. Concernant les dégâts, les alvéoles de stockage sont endommagées au niveau des murs et des dalles, les vitres des bâtiments ont éclaté du fait de la chaleur.

Ne pouvant plus utiliser les zones de stockages l'USTOM a été contraint de modifier les horaires des déchèteries (7h à 14h) qui ont dû être fermées le samedi mais ouvertes le lundi. Retour à la normales vers le 15 octobre.

Point n°1 : Approbation du Procès-Verbaux du Comité Syndical du 18 juin 2019

Sylvain MARTY demande s'il y a des remarques sur le procès-verbal du Comité Syndical du 18 juin 2019.

⇒ Aucune remarque n'étant soulevée le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Point n°2 : Schéma de collecte et de fiscalité

Le Président rappelle que lors de la dernière séance le Comité Syndical a décidé de lancer une consultation afin de redéfinir le service public des déchets.

Les éléments ayant conduit à cette consultation sont les suivants :

L'évolution des charges des produits du syndicat fait que l'USTOM est à nouveau confronté à un déséquilibre financier. Ce déséquilibre vient de l'augmentation de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), de l'augmentation de la masse salariale, malgré une baisse des effectifs, du fait de la suppression des emplois aidés et de la baisse du prix de revente des matériaux (papier, plastique..), de la nécessité de poursuivre des investissements et des mises aux normes. De plus, la décision prise en fin d'année 2018 sur la grille tarifaire 2019 a entraîné l'USTOM dans une situation financière très délicate qui vit actuellement sur ses excédents antérieurs.

Il a donc été proposé aux délégués de l'USTOM une réflexion plus large sur le service public pouvant être mis en œuvre :

- Maintien du porte à porte avec une amélioration de la collecte l'été,
- Mise en place de points d'apports volontaires avec plusieurs variantes.

Ce deux propositions de collecte étaient assorties d'un scénario inévitable d'évolution de la grille de redevance incitative, augmentation plus forte pour le porte à porte.

La concertation s'est organisée de 2 façons :

- Avec les Communautés de Communes en début d'été qui se sont plutôt orientées sur la collecte en porte à porte avec le souhait de consulter les communes. L'USTOM a donc proposé à chaque communes de se prononcer sur le choix de collecte en laissant la liberté à chacune d'entre elles soit d'en débattre au sein de leur conseil municipal soit de concerter leur population,
- Consultation grand public ouverte sur le site internet de l'USTOM.

Les conclusions des ces consultations sont les suivantes :

- Du point de vue des communes une large majorité s'est prononcée pour le maintien du porte à porte quitte à assumer l'augmentation de la grille de redevance incitative,
- Concernant la consultation en ligne c'est plus partagé, une petite majorité souhaiterait aller sur les points d'apport volontaire mais la plus grande préoccupation se situe au niveau de l'augmentation du tarif,
- Du point du vue des communes l'USTOM a eu 36 retours : 31 pour le scénario n°1, 3 communes pour le n°2, 0 pour le n°3 et 2 pour le n°4.

Le Président fait part de sa synthèse en exposant que globalement il n'y a pas de souhait de changement du mode de collecte néanmoins quelques communes du fait de leur topographie particulière telles que les bastides, souhaitent aller vers les points d'apport volontaire.

Par ailleurs, il souligne que la concertation expérimentée à travers cette consultation est un véritable outil, elle a permis à une partie de la population de s'impliquer dans le schéma de collecte.

Sur le site internet les points qui en ressortent sont : la nécessité d'offrir un service amélioré durant la période estivale et la demande très majoritaire d'un fractionnement automatique des paiements.

Compte tenu de la période délicate des élections municipales, le Président propose aux délégués de se donner le temps de la réflexion en prorogeant le marché de collecte avec COVED jusqu'à fin 2020 puisque le contrat de 5 ans autorise l'USTOM à le proroger d'un an + 1 an. Une négociation sur quelques modifications seraient demandées à savoir l'ajout de la collecte estivale dès l'été 2020 et en permettant aux collectivités qui le souhaitent de passer en point d'apport volontaire, ce qui permettrait d'expérimenter. En parallèle un travail sur la grille de redevance incitative est indispensable.

Par contre, la problématique des dépôts sauvages ne pourra être abordée actuellement car il apparaît qu'aucun consensus n'ait été trouvé, certaines communes y étant opposées.

Cependant, pour équilibrer le budget en prenant en compte les différentes collectes envisagées l'élaboration de deux grilles est nécessaire ; une grille pour la collecte en porte à porte et une grille pour la collecte en points d'apport volontaires.

D'autre part, le fait de rallonger le contrat d'un an permet de commencer la modification de collecte en continuant la concertation, d'approfondir la question de l'arbitrage entre la régie et la délégation. Ceci s'accompagnerait par la mise en place, dès l'an prochain, d'un paiement de la redevance incitative en quatre prélèvements par an. Un travail avec les trésoreries met en évidence que compte tenu des impératifs administratifs le prélèvement mensuel ne pourra pas se faire.

Un débat s'en suit :

Monsieur Maurice Letellier fait part au Président que la commune a sollicité un moratoire et demande si d'autres solutions peuvent être apportées.

Le Président précise qu'il faudra à minima équilibrer le budget car le syndicat ne passera pas l'année prochaine, il sera en faillite en 2020. Bien évidemment il est possible de replacer le débat de façon plus large. Toutes propositions pourront être étudiées et débattues.

Monsieur David Ulmann confirme que les Communautés de Communes ont pris la solution de maintenir le porte à porte. Des Communes ont demandé un moratoire et les autres ont choisi le scénario n°1. La demande la plus urgente est le prélèvement et la gestion des dépôts sauvages. Il devient important d'avoir un diagnostic réel à l'échelle d'une dizaine d'année car il faut statuer sur la réalité. Concernant les impayés sur le locatif une solution doit être trouvée. Il est nécessaire de faire un audit extérieur financier et opérationnel complet.

Le Président précise que sur le sujet du fractionnement de paiement, il sera proposé dès la prochaine facture en 2020. De plus, sera mis en place dès le mois de mars l'extension des consignes de tri ce qui fera de l'USTOM le seul syndicat de la Gironde à autoriser que tous les emballages puissent aller dans le recyclable.

Un délégué fait remonter le résultat de l'enquête publique effectuée dans sa commune en signifiant qu'une 5^{ème} proposition est envisagée. Elle consisterait au retour à la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) car le recouvrement est plus facile et plus fiable et en organisant la collecte en régie.

Le Président répond que selon lui ce sont deux faux sujets. En effet, le taux actuel des impayés est de 3% à terme sur la redevance incitative pour l'année 2014, pour les années 2015, 2016 le taux sera à peu près le même, ce qui est un très bon taux de recouvrement.

Concernant le retour à la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, cela aurait des effets négatifs sur le pourcentage d'ordures ménagères collectées qui est actuellement de -35% en entraînant une augmentation des tonnages enfouis.

Un délégué précise que le budget a été diminué mais les services aussi.

Le Président reconnaît que pour faire face aux difficultés financières des services ont été diminués notamment la réduction de la collecte estivale hebdomadaire et cette décision a été une erreur. Par contre, l'USTOM a mis en place la contribution pour les professionnels car il paraissait normal que les usagers ne paient pas pour les déchets des professionnels. Il précise que l'USTOM ne fait pas de bénéfices sur cette contribution, les coûts ont été calculés pour couvrir les coûts de traitement des déchets déposés. D'autres syndicats ont fait le choix de ne plus les accueillir entraînant l'augmentation des dépôts sauvages.

Pour les déchets sauvages, dans les scénarios proposés il a été proposé qu'ils soient pris en charge par la fiscalité des déchets mais ce sujet est fortement débattu.

Monsieur Bruno Marty remercie le Président pour l'évolution des propositions faites au Comité Syndical. La ville de la Réole n'a pas choisi de scénario car elle estime qu'il faut avant tout travailler en amont pour proposer des solutions notamment sur le fonctionnement en régie. D'autre part la consultation mise en place par la commune a mis en évidence des propositions intéressantes notamment le travail avec les supermarchés.

Un délégué demande si il serait envisageable d'acter pour les usagers qui ont moins de 18 levées un nombre de levées inférieur.

Le Président reconnaît que c'est un des sujets qui peut être débattu mais il est important de ne pas oublier que les déchèteries ont des coûts fixes importants et que compte tenu des augmentations à venir des différentes taxes, le seul objectif que l'USTOM peut avoir est d'améliorer les services à savoir la collecte hebdomadaire durant l'été.

Madame Annie Poupin explique que les propositions faites aujourd'hui répondent aux décisions prises par les élus de la commune de Pineuilh.

Monsieur Bruno Marty souhaite connaître l'impact financier de la prolongation du contrat COVED sur la grille tarifaire.

Le Président explique que pour le moment aucune négociation n'a été entreprise avec COVED mais une estimation a été demandée les années précédentes sur la reprise de la collecte hebdomadaire pour la saison estivale et cette estimation était d'environ 300 000€/an. Après il y aura des discussions sur la prise en compte des communes souhaitant se retirer de la collecte en porte à porte. Le Président propose de présenter ces coûts pour le vote de la grille tarifaire.

Un délégué préconise un audit financier pour la recherche d'économie.

Le Président répond que si le comité syndical le sollicite un audit financier sera commandé, que néanmoins cette prestation aura un coût.

Le Président demande si il y a d'autres questions. Aucune autre question, il propose aux délégués de passer au vote :

Vote de la proposition suivante :

- **Maintien de la collecte en porte à porte,**
- **Chiffrage de la reprise de la collecte en porte à porte toutes les semaines en période estivale,**
- **Prolongation d'un an du contrat avec COVED pour se laisser le temps de la réflexion,**
- **Mise en place à partir de l'exercice 2020 du prélèvement si possible en 4 échéances,**
- **Discussion afin d'adapter la grille de la redevance incitative pour équilibrer au plus juste le budget de l'USTOM sur l'exercice 2020 dans l'attente de la décision définitive tout en autorisant les communes qui souhaitent partir dès 2020 en point d'apport volontaire à le faire.**

Résultat du vote :

Pour : 86 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 6 voix

⇒ Le Comité Syndical, à la majorité, adopte cette proposition

Point n°3 : Gouvernance - Modification des statuts

Comme évoqué lors du dernier comité syndical, le Président propose une modification de la gouvernance de l'USTOM.

Actuellement les délégués sont désignés par les Communautés de Communes, leur nombre est défini par 1 délégué par commune plus 1 ce qui fait donc 112 communes plus 6 délégués de Communauté de Communes soit 118 membres à l'assemblée délibérante. Compte tenu des problèmes de quorum non atteint lors de nombreux comités et suite à la concertation avec les Présidents des Communautés de Communes il est envisagé une modification de gouvernance donc des statuts suivant les modalités suivantes :

ARRONDI SUPERIEUR

Territoires concernés au 1.01.2019	Population concernée*	Délégués actuels	1 + 1 délégué pour 2 200 habitants
CdC de Castillon Pujols	15095	25	1 + 7
CdC du Grand Saint Emilionnais	3302	7	1 + 2
CdC Rurales de l'Entre-Deux-Mers	8480	31	1 + 4
CdC de Montaigne Montravel et Gurson	6886	8	1 + 4
CdC du Pays Foyen	16517	20	1 + 8
CdC du Réolais en Sud Gironde	15662	27	1 + 8
	65942	118	39

* population légale, INSEE, recensement de 2015

L'effectif total passerait donc de 118 à 39 délégués, cette modification sera effective à partir du prochain mandat.

En parallèle de cette assemblée qui est amenée à décider sur les éléments opposables au tiers (grilles, budget) une instance de consultation et concertation annuelle ou 2 fois par an avec l'ensemble des communes représentées pourrait être mise en place. Par conséquent, chaque commune devra désigner 1 délégué pour assister à cette instance qui ne nécessitera pas de quorum.

Un débat s'ensuit sur la présence des délégués lors des comités. Le Président rappelle que les délégués sont élus par les Communautés de Communes.

Monsieur Bernard Castagnet propose de mettre en place entre les Communautés de Communes et l'USTOM, un comité stratégique en amont du comité syndical afin d'évoquer les sujets qui seront débattus afin que les Présidents puissent en débattre en conseil avec les communes.

Le Président exprime son intérêt pour cette solution pour les décisions stratégiques.

Le Président demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Vote sur la modification des statuts, à savoir la modification du nombre de délégués selon la règle indiquée avec effet à la prochaine mandature :

Résultat du vote :

Pour	: 65 voix
Contre	: 12 voix
Abstention	: 15 voix

⇒ Le Comité Syndical, à la majorité, donne son accord pour la modification des statuts

Cette modification statutaire doit être ratifiée par délibération dans chaque Communauté de Communes où elle doit recueillir l'accord soit des 2/3 des membres représentant la moitié de la population soit de la moitié des membres représentants les 2/3 de la population. Ensuite un arrêté inter départemental devra être pris.

Point n°4 : Indemnités allouées au comptable public pour la période du 01/04/2019 au 31/12/2019
--

M. le Président rappelle qu'en vertu de l'article 3 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983, une nouvelle délibération allouant l'indemnité de conseil au Receveur est nécessaire à chaque changement de comptable.

Considérant le départ de Monsieur SUTTER Stéphane, Receveur de la Trésorerie de RAUZAN, le Conseil Syndical décide d'allouer cette indemnité au Receveur entrant en fonction, Madame Karine BENEDETTO, Receveur à compter du 01er avril 2019.

Un délégué souhaite connaître les missions du comptable public envers l'USTOM et si le syndicat est dans l'obligation d'allouer une indemnité.

Le Président explique que le trésorier a une mission d'assistance en matière de gestion et que le syndicat n'a pas l'obligation de lui allouer une indemnité.

Le Président demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Vote sur l'octroi d'une indemnité de conseil à Mme BENEDETTO à compter du 01/04/2019, indemnité qui sera liquidée chaque année en application du barème fixé :

Résultat du vote :

Pour : 87 voix
Contre : 5 voix
Abstention : 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à la majorité, approuve l'indemnité alloués au comptable public pour la période du 01/04/2019 au 31/12/2019.

Point n°5 : Décision modificative n°3
--

Le tableau ci-dessous recense les différentes dépenses imprévues et donc n'étant pas couvertes par des crédits ouverts au Budget supplémentaire 2019. En investissement, certaines de ces dépenses pourront être couvertes par des changements d'opérations car le vote du budget s'effectue par Chapitre. Les autres dépenses devront être couvertes par les dépenses imprévues et donner lieu à une Décision modificative comptable.

Cette décision modificative est établie en l'état de connaissance budgétaire au 15/08/2019 et ne prend pas en compte les conséquences budgétaires de l'incendie survenu le 5 septembre 2019

Le Président demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Vote de validation de la décision modificative n°3

Résultat du vote :

Pour : 87 voix
Contre : 5 voix
Abstention : 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à la majorité, valide la décision modificative n°3

Question diverses :

Participation financière pour l'implantation d'un composteur collectif à Gironde sur Dropt

Le Président fait part de la demande de Monsieur le Maire de la commune de Gironde sur Dropt pour accompagner le financement d'un composteur 800L afin de compléter le dispositif existant au niveau de la cantine de l'école primaire

Le Président propose d'accompagner la commune de Gironde sur Dropt sur la même proportion que les autres communes qui ont déjà sollicité l'USTOM, pour l'accompagnement et la mise en place du composteur **soit 297,18€ de soutien** sur le montant total du matériel de 1 609,91€ HT.

Sylvain Marty demande si il y a des questions. Aucune question, il propose donc aux délégués de passer au vote :

Vote sur la participation financière pour l'implantation d'un composteur collectif à Gironde sur Dropt :

Résultat du vote :

Pour : 92 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, valide la participation financière à l'implantation du composteur à Gironde sur Dropt telle que présentée.

Monsieur Le Président lève la séance à 19h30.

Le Président,


Sylvain MARTY